Burundi : appel à la mise en application du nouveau Code minier

@rib News, 23/01/2014 - Source Xinhua L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) du Burundi a demandé jeudi au ministre de l'Energie et des Mines d'appliquer le nouveau code minier d'octobre 2013. Le nouveau code minier a été promulgué le 15 octobre 2013 pour garantir la transparence dans le secteur des mines. « Néanmoins, nous nous rendons compte que ladite loi n'est pas mise en application jusqu'à l'heure actuelle alors que la disposition transitoire indique que cette loi entre en vigueur le jour de sa signature », a critiqué Gabriel Rufyiri, président de l'OLUCOME, dans une correspondance adressée au ministre de l'Energie et des Mines. L'OLUCOME a fait cette demande au moment où le Burundi a fortement besoin de beaucoup de recettes afin de pouvoir faire face aux différents défis, selon le président de l'OLUCOME. Il a appelé le ministre à vulgariser ce nouveau code minier pour que tous les opérateurs du secteur soient informés, d'initier un cadre de dialogue entre les parties prenantes en vue d'éviter les conflits, d'écartier du commerce les hauts fonctionnaires, les hauts gradés de l'armée et de la police qui sont indésirables dans ce métier, d'éviter davantage les évasions fiscales et de relire soigneusement les textes à porter au public. L'OLUCOME a fait cette correspondance après avoir observé certaines irrégularités qui continuent à se faire dans ce secteur à cause par manque d'application du nouveau code. Il s'agit notamment des comptoirs non agréés qui continuent à exploiter et à exporter clandestinement des minerais alors que ce nouveau code exige préalablement l'agrément ainsi que des hauts gradés des corps de défense et de sécurité et de hauts fonctionnaires qui continuent à exercer dans ce secteur.